

Covid-19

Personnel soignant, une résistance sociale mondiale



EDITIONS
SYLLEPSE

La déferlante de la pandémie du Covid-19 a vu de nombreuses résistances sociales aux conditions faites aux travailleur·euses dits de première ligne durant la période de confinement. Parmi les différents secteurs du salariat mobilisés pour défendre son intégrité physique face à la défaillance de leur employeur (privé ou étatique) à leur fournir des équipements de protection individuelle suffisants, les infirmières (et aides-soignantes) ont montré un haut niveau de combativité que ce soit à New York, Johannesburg ou encore Séoul. Partout, les mêmes revendications ont été mises en avant sur leurs conditions de travail et de transport ainsi que la question des salaires et de manque de personnel. Les modes d'action ont été souvent identiques, rassemblements, manifestations, droit de retrait et mêmes grèves. Parfois, les organisations syndicales ont déposé des plaintes en justice contre les autorités pour mise en danger de la vie d'autrui. Ces mouvements ont été souvent violemment réprimés : menaces, licenciements, mises à pied, interventions brutales de la police. Dans des hôpitaux publics ou privés les organisations syndicales ont été à la pointe de ces combats. Afin d'offrir un panorama de ces mobilisations nous avons extrait de l'Éphéméride sociale d'une pandémie publiée dans *Covid-19, un virus très politique*¹ ces chroniques sociales touchant au secteur de la santé, hors France que nous avons actualisé au 8 juin.

8 juin 2020

Patrick Le Tréhondat

¹ *Covid-19, un virus très politique*, Syllepse, 2020, publié sous forme électronique en téléchargement libre et gratuit sur le site de l'éditeur www.syllepse.net composé de huit livrets ou proposé sous forme papier d'une sélection de textes de 314 pages, 20 euros. L'Éphéméride sociale d'une pandémie a relaté au jour le jour entre le 3 mars et le 18 mai à l'échelle internationale et dans tous les secteurs d'activité les mobilisations et résistances sociales des travailleur·euses à face aux conséquences de la crise sanitaire mondiale.

Éphéméride sociale dans le secteur de la santé

Afrique du Sud.

29 avril. Mardi, plus de 40 membres du personnel se sont mis en grève à l'hôpital de jour Laetitia Bam à KwaNobuhle, Uitenhage, invoquant un manque d'équipement de protection. Porteurs de panneaux de protestation, des infirmières et d'autre personnel de l'hôpital se sont assis dans la cour. Des dizaines de patients ont regardé à travers la clôture de la palissade avant d'être refoulés par des gardes de sécurité qui leur ont dit que Laetitia Bam était désormais « dangereux ». « Nous exigeons maintenant d'être tous testés. La direction veut désinfecter uniquement la section de traumatologie où le patient contaminé a été soigné, mais nous disons que tout l'hôpital doit être désinfecté », a déclaré Cakwebe du syndicat National Education, Health and Allied Workers' Union.

1^{er} avril. Deux travailleurs de la santé de la province de l'État libre ont été blessés après que la police a tiré des balles en caoutchouc et fait usage de grenades assourdissantes. Les travailleurs protestaient contre les problèmes de transport, qui avaient été rendus difficiles en raison du confinement de 21 jours. Après des discussions avec le ministère de la santé de l'État libre ainsi qu'avec l'hôpital, le gouvernement a depuis organisé des transports pour emmener les travailleurs au travail et en revenir.

22 avril. Les infirmières de l'unité d'isolement du The Young Nurses Indaba Trade Union (YNITU) ont tenu un point de presse pour discuter du premier cas de coronavirus (Covid-19) à l'hôpital Tygerberg du Cap occidental le 11 mars 2020. Le Syndicat des jeunes infirmières et infirmiers d'Indaba (YNITU), affilié à la Fédération sud-africaine des syndicats (Saftu), dit qu'elles se sentent négligées par le gouvernement, ayant soulevé des problèmes de manque d'équipement de protection individuelle (EPI), de transport coûteux et des « salaires au niveau de la pauvreté ». Le syndicat représentant environ 15 000 infirmières dans les établissements de santé publics et privés, menace d'un retrait de masse à partir du 1^{er} Mai si le gouvernement ne répond pas à leurs demandes de longue date. Cependant, le porte-parole du ministère de la santé, Popo Maja, a déclaré que si le syndicat appelait à un retrait, ce serait « une infraction pénale conforme à la loi sur la gestion des catastrophes » que la police pourrait examiner.

12 mai. Plus de 100 travailleur-euses de la santé à l'hôpital Tygerberg du Cap dont des infirmières, ont manifesté devant l'hôpital pour déplorer leur sort durant la pandémie de Covid-19 et pleurer la mort de leur collègue, Ntombizakithi Ngidi, décédé ce week-end. Ils et elles ont dénoncé que malgré plusieurs tests positifs au Covid-19, la direction de l'hôpital n'a pas réussi à nettoyer en profondeur les locaux où le personnel travaille, ni à fermer les services et isoler ceux qui avaient travaillé avec les victimes du Covid-19. Amina Pinto, infirmière à Tygerberg Hospital et présidente de la Democratic Nursing Organization of SA (Denosa), a déclaré que les infirmières étaient en deuil en raison de la négligence de la direction.

7 mai. Les urgentistes à Khayelitsha ont recours à des draps en plastique, du ruban adhésif et des couvre-lits pour se protéger pendant le transport des patients. Le 5 mai, la province du Cap occidental avait enregistré 2 610 cas de Covid-19. Nomveliso Matiwane, délégué syndical du Syndicat national de la fonction publique et des travailleurs assimilés, a déclaré que les ambulanciers paramédicaux ne se sentaient pas en sécurité. Samedi, une trentaine d'urgentistes se sont mis en grève, exigeant un équipement de protection individuelle adéquat. Le groupe a repris le travail lundi après avoir rencontré la direction pour négocier leurs revendications.

21 mai. Des médecins et des infirmières se sont mis en grève mercredi à l'hôpital Mpilisweni de Sterkspruit, dans le Cap oriental, exigeant un équipement de protection individuelle (EPI). Il s'agit de la deuxième manifestation de l'établissement depuis le confinement. Le mois dernier, des infirmières et des médecins ont arrêté de travailler pendant une journée pour protester. Ils sont retournés au travail après que la direction leur ait promis un EPI.

4 juin. Environ 50 ambulanciers des secours médicaux d'urgence à la polyclinique de KwaMashu, au nord de Durban, refusent de travailler depuis mardi, parce que la direction ne veut pas les tester au Covid-19. S'fiso Dlamini du Syndicat national des travailleurs de la fonction publique a déclaré que le syndicat voulait que le ministère de la Santé ne teste pas uniquement les travailleurs de première ligne symptomatiques. « Nous avons un cas positif d'ambulancier asymptomatique. Au moment où nous parlons, nous n'avons aucune idée du nombre d'autres personnes infectées car la direction de la polyclinique suit les dispositions dangereuses du ministère de la santé », a ajouté Dlamini.

8 juin. L'unité d'urgence de l'hôpital Livingstone à Port Elizabeth est aux prises avec une grave pénurie de personnel. 52 membres du personnel ont été testés positifs et une infirmière est décédée. Le Syndicat national des travailleurs paramédicaux de l'éducation (NEHAWU) a critiqué le département de la santé d'Eastern Cape au sujet des conditions de travail dans cette unité d'urgence. Sweetness Stokwe, secrétaire régional du NEHAWU dans la région de Thabo Moshoeshe, a déclaré: « Depuis 2018, l'hôpital est confronté à une pénurie de personnel. De nombreux cadres supérieurs ont été suspendus pour fraude et corruption. Alors que certains postes étaient vacants en raison de la retraite, des décès et promotions. Nous voulons que la direction provinciale trouve des solutions ... Les hôpitaux manquent d'EPI [équipement de protection individuelle] approprié. Des tabliers inutiles sont imposés à nos membres et cela les expose à Covid-19 » a ajouté Stokwe.

Argentine.

19 avril. Les travailleurs de l'hôpital central de Mendoza (nord-ouest) se sont réunis en assemblée générale, ils exigent les outils de protection sanitaire et la fin de la précarité salariale pour le personnel soignant, une augmentation de leur salaire au niveau du panier de biens de base et des contrats permanents pour toutes et tous. Malgré la violente répression policière de la semaine passée, les 250 travailleurs de l'entreprise frigorifique Penta ont de nouveau manifesté devant les locaux de leur

entreprise. Ils dénoncent le non-paiement des salaires depuis 24 jours à la suite de l'annonce du confinement et se battent contre le plan patronal qui souhaite profiter de la crise pour licencier 200 travailleurs et relancer la production avec un effectif réduit.

Australie.

12 mai. Le syndicat d'infirmières NSW Nurses and Midwives' Association (NSWNMA) a condamné les plans du gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud de promulguer un gel des salaires dans le secteur public. Le secrétaire général de ce syndicat, Brett Holmes, a dénoncé l'hypocrisie du gouvernement, pour avoir prétendu hypocritement « toujours mettre les gens avant les chiffres », puis refuser aux travailleurs sur la ligne de front Covid-19, y compris les infirmières et les sages-femmes, une modeste augmentation de salaire à partir du 1er juillet.

13 mai. Le syndicat d'infirmières NSW Nurses and Midwives' Association (NSWNMA) a condamné les plans du gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud de promulguer un gel des salaires dans le secteur public. Le secrétaire général de ce syndicat, Brett Holmes, a dénoncé l'hypocrisie du gouvernement, pour avoir prétendu hypocritement « toujours mettre les gens avant les chiffres », puis refuser aux travailleurs sur la ligne de front Covid-19, y compris les infirmières et les sages-femmes, une modeste augmentation de salaire à partir du 1^{er} juillet

2 juin. Les ambulanciers paramédicaux, les infirmières et les sages-femmes ont lancé une action revendicative contre le gel des salaires prévu sur les 12 mois prochains par le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud pour les 400 000 fonctionnaires de l'État. À partir de lundi soir, les ambulanciers paramédicaux de la Nouvelle-Galles du Sud refusaient de facturer les patients, tandis que les infirmières et les sages-femmes ont commencé à lancer des manifestations devant le parlement de l'État à partir de ce mardi.

Belgique.

3 mars. Dans une lettre ouverte aux ministres de la santé, la Fédération des infirmières indépendantes de Belgique s'alarme : « Nous sommes chaque jour au chevet des patients et de leurs familles, les populations que nous rencontrons ont une santé précaire et sont donc à risque. Les officines n'ont plus ni masques, ni gants, ni gel désinfectant, comment voulez-vous que nous protégeons nos patients, nos familles et que nous nous protégeons. Car on constate que dans les pays où le Covid-19 est plus prévalant les soignants paient un lourd tribut à la maladie qui est transmise. Vous parlez de phase 1, 2 et 3, nous avons compris que cela évolue en fonction d'un gradient de cas contaminés mais quelles sont les mesures adoptées ? Soyez plus communicatifs SVP ou alors le terme empowerment n'est que "tendance" car sous le prétexte d'éviter une panique vous instaurez un climat malsain. La population et les soignants de première ligne sont en droit d'être mieux informés, mieux protégés. Il est à noter qu'une personne atteinte du virus doit rester confinée chez elle pour éviter la propagation, qu'en est-il du personnel infirmier qui doit la soigner sans masque, sans gel désinfectant, sans gants ? Vous avez pris des mesures pour les hôpitaux mais rien pour l'ambulatorio et vous diminuez drastiquement les lits hospitaliers ! Vous aviez pourtant trouvé des canaux de communication pour nous

informer de l'obligation de lecture de la carte d'identité mais quand il s'agit de protéger le personnel du domicile : nada. »

Bolivie.

9 avril. Le secteur infirmier de l'hôpital Daniel Bracamonte à Potosi a organisé une protestation contre la direction. Il exige des conditions maximales de sécurité face à l'indigence de la direction et demande à être inclus dans les décisions prises au plus haut niveau entre les médecins et les fonctionnaires de l'État. Comment est-ce possible d'exclure le secteur le plus important des travailleurs de la santé : les infirmières ?, s'interroge-t-il. Pour remédier à la situation il demande que des déléguées des infirmières soient mandatées aux réunions du plan de lutte contre le Covid-19.

Canada

24 mars. La ministre, Danielle McCann, a signé samedi après-midi un décret permettant aux gestionnaires des hôpitaux de réviser les horaires de travail, de « disposer des ressources humaines nécessaires » durant l'état d'urgence sanitaire. « La journée régulière de travail peut être modifiée, mais ne peut toutefois excéder douze heures », peut-on notamment lire dans l'arrêté ministériel. La présidente de la Fédération de la santé du Québec (FSQ-CSQ), Claire Montour, accuse les décideurs politiques de « couper les ailes » aux professionnels de la santé : les « anges dont on disait vouloir prendre soin ». « Et cela se traduit maintenant par la suspension de toutes les clauses qui nous garantissaient un minimum de décence dans nos conditions de travail. Ce gouvernement a une drôle de façon de prendre soin de nous », a-t-elle affirmé.

14 avril. Selon un arrêté signé par la ministre de la santé, Danielle McCann, le gouvernement peut redéployer des enseignants du collégial sur la ligne de front dans la lutte au coronavirus. Par exemple des professeurs en soins infirmiers, en travail social ou en analyses biomédicales pourraient être contraints d'aller œuvrer dans le réseau de la santé, où les besoins sont criants. « On met la charrue avant les bœufs, a déclaré Caroline Quesnel, la présidente de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ). Est-ce que ça va être obligatoire ou du volontariat ? Ça jette une certaine confusion, déjà qu'on n'en manquait pas. »

26 mai. Des leaders syndicaux de la santé en Mauricie–Centre-du-Québec interpellent la ministre de la Justice, Sonia LeBel, pour qu'elle appuie leur demande d'enquête indépendante sur la gestion de la crise de la COVID-19 dans la région. À Trois-Rivières, où des dizaines de voitures qui participaient à un défilé en soutien au personnel de la santé ont convergé. L'événement « Ensemble, on roule » avait pour but de démontrer le soutien aux travailleurs de la santé de la région.

Corée du Sud.

5 mars. Le KHMU (syndicat coréen des travailleur-euses de la santé) déclare : « Dans ces circonstances, le KHMU exhorte le gouvernement à prendre des mesures et des actions plus actives. Nous demandons également les suivis à l'Assemblée nationale et faisons appel aux citoyens coréens. Les masques et gadgets de sécurité devraient être distribués de préférence aux organisations médicales et aux personnels de santé et médicaux. Pour le moment, comme les problèmes de masques qui s'épuisent très

rapidement ne sont pas résolus, le gouvernement devrait prendre des mesures spéciales. Le gouvernement devrait faire en sorte que les fournisseurs locaux produisent des masques de protection, qui ont jusqu'à présent été importés des pays d'outre-mer. En prévision de l'hébergement d'un grand nombre de patients confirmés, les travailleurs doivent également être prêts. En particulier, un niveau adéquat de formation devrait également être dispensé aux travailleurs indirectement exposés tels que ceux travaillant dans les secteurs de l'assainissement et de l'entretien. À cette fin, le gouvernement ne devrait pas ménager un budget. Une mesure particulière devrait être prise pour protéger les groupes de personnes socialement marginalisés. Des services de soins devraient être dispensés aux personnes atteintes de maladie mentale, aux personnes âgées et aux personnes handicapées, ainsi qu'aux enfants en bas âge et aux enfants d'âge préscolaire, et le gouvernement devrait veiller à ce que personne ne soit négligé en raison du manque de services de soins. De plus, des congés payés pour les soins familiaux devraient également être accordés. Une mesure active est nécessaire, en particulier pour les femmes enceintes... Les citoyens ne doivent pas haïr, exclure ou discriminer des personnes dans un état particulier. Les citoyens devraient participer activement au don du sang. Le KHMU se joint également à cette campagne. Nous vous demandons à tous d'encourager et de soutenir les personnels de santé et médicaux qui luttent contre Covid-19 sur le terrain.»

Côte d'Ivoire.

Une coalition de syndicats de travailleur·euses de la santé en Côte-d'Ivoire (médecins, infirmiers, sages-femmes et techniciens de labo), a dénoncé ce dimanche 29 mars 2020 le manque criant de matériels élémentaires dans les hôpitaux pour lutter efficacement contre le Covid-19. Elle s'est également interrogée : « Où sont passés les milliards pour la gestion de la crise du coronavirus ? ». En conséquence, les syndicats de la santé lancent un ultimatum de 72 heures au gouvernement, sinon ils menacent de réduire leurs services voir de tout fermer, a-t-on appris. « Les 72 heures c'est le temps qu'il faut pour que les centres de santé soient approvisionnés de façon massive. À défaut, on peut fonctionner a minima pour diminuer l'exposition du personnel de santé. S'ils sont dix dans un centre, qu'il y a du matériel pour une personne, on fera travailler une seule personne. Ça ne sert à rien de faire venir les dix personnes pour qu'elles s'exposent », a déclaré le Dr Seka, le porte-parole de la coalition des professionnels de la santé.

9 avril. La plateforme des syndicats de la santé et syndicats associés de Côte d'Ivoire s'est inquiétée, mercredi à Abidjan, d'une contamination « à grande échelle » du corps médical ivoirien au Covid-19, se réservant le droit de recourir à des « actions nécessaires si rien n'est fait ». Selon le Dr Séka Jean Didier, le coordinateur général de cette plateforme, la propagation de la maladie à coronavirus n'épargne pas les agents de santé qui, selon lui, sont sans matériels de travail, ni équipements de protection individuelle (EPI

États-Unis

6 mars. Des milliers d'infirmières syndiquées affirment que le manque de préparation de leurs employeurs et de leurs hôpitaux est alarmant et craignent de ce fait d'être à

risque pour le Covid-19. Jeudi, lors d'une conférence de presse à Oakland, en Californie, le National Nurses United (NNU, syndicat d'infirmières) a donné le résultat d'un sondage envoyé aux membres du syndicat pour leur demander s'ils pensaient que leurs employeurs étaient prêts pour l'épidémie en cours. Sur la base des réponses récentes de plus de 6 500 infirmières dans 48 États, le NNU a déclaré que seulement 29 % des infirmières ont déclaré que leur employeur avait mis en place un plan pour isoler un patient présentant une possible infection par Covid-19. Vingt-trois pour cent ont dit qu'ils « ne savaient pas » s'il y avait un plan en place dans leur hôpital. « Les résultats de notre enquête nationale auprès de plus de 6 500 infirmières sont vraiment inquiétants », a déclaré jeudi Thomas Thomason, pour le syndicat. « Ils montrent que de grands pourcentages des hôpitaux du pays ne sont pas préparés à traiter Covid-19 en toute sécurité. » Deborah Burger, du Northern California Kaiser, a lu une lettre d'une infirmière anonyme, qui travaille dans une installation de Northern California Kaiser, actuellement en quarantaine. La lettre expliquait : « En tant qu'infirmière, je suis très préoccupée par le fait que l'on ne fait pas assez pour arrêter la propagation du coronavirus. Je le sais parce que je suis actuellement malade en quarantaine après avoir soigné un patient qui a été testé positif. J'attends la permission du gouvernement fédéral pour permettre mes tests, même après que mon médecin et professionnel de la santé du comté a ordonné le test. Je me suis portée volontaire pour faire partie de l'équipe de soins pour ce patient que nous savions être positif. Je l'ai fait en raison de tout l'équipement de protection recommandé et de la formation de l'employeur. Je pensais que c'était fourni. Je l'ai fait en supposant que si quelque chose m'arrivait, bien sûr, je serais soignée. Ensuite, ce qui était une petite préoccupation, après quelques jours pour prendre soin de ce patient, est devenu ma réalité. Je suis tombée malade. » Le Centers for Disease Control and Prevention (CDC, organisme fédéral de santé) ne lui ont pas permis d'être testée. Selon leur courrier : « Ils ont dit qu'ils ne me testeraient pas parce que si je portais l'équipement de protection recommandé, je n'aurais pas le coronavirus. » « Quel genre de réponse scientifique est-ce là ? », écrit l'infirmière dans sa lettre. « Quelle réponse ridicule et sans instruction du département qui est en charge de la santé de ce pays. » Mercredi, le NNU a demandé à la US Occupational Safety and Health Administration (OSHA) d'adopter un dispositif temporaire d'urgence pour protéger les travailleurs de la santé et le public. Le NNU n'est pas le seul syndicat à dénoncer la mauvaise préparation institutionnelle à Covid-19. Le Service Employees International Union – United Healthcare Workers West (SEIU-UHW) – a, lui aussi, dénoncé la situation catastrophique dans les hôpitaux.

26 mars. La Pennsylvania Association of Staff Nurses and Allied Professionals (PASNAP), qui représente 8 500 infirmières et travailleurs de la santé à travers la Pennsylvanie, a publié un bulletin de notes sur la façon dont les hôpitaux sont préparés pour gérer l'épidémie de coronavirus. Le rapport du PASNAP examine les politiques et les pratiques de près de deux douzaines d'hôpitaux de la région de Philadelphie à la banlieue de Pittsburgh. Ont-ils des fournitures de protection adéquates pour les travailleurs ? Une unité isolée mise en place pour les patients Covid-19 ? Une tente de triage extérieure ? Dotation en personnel adéquate ? Une

politique de quarantaine pour les travailleurs ? Le syndicat a interrogé ses membres pour recueillir leurs réponses à ces questions et plus encore. Bien que le bulletin ne reflète pas les déclarations de politique officielles des hôpitaux interrogés, la présidente du syndicat, Maureen May, affirme que les informations proviennent de personnes ayant les connaissances les plus directes. Les membres du syndicat ont évalué la préparation de leur employeur par un système de notation « bon », « équitable » et « non adéquat ». Voici leurs principales conclusions : les travailleurs de 21 des 23 hôpitaux interrogés se sont dits préoccupés par les niveaux d'EPI (équipement de protection individuelle) pour les travailleurs. Les travailleurs de St. Mary's dans le comté de Bucks et de Wills Eye à Philly ont déclaré que les hôpitaux ne fournissaient pas du tout de masques N-95 adéquats. Dix des 23 hôpitaux ont mis en place des tentes ou des postes de triage extérieurs adéquats pour les patients Covid-19. Seuls sept des 23 hôpitaux avaient désigné une unité distincte à l'hôpital pour les patients Covid-19. L'enquête du syndicat auprès des membres a également révélé que plus de la moitié des hôpitaux interrogés n'ont pas établi de gestion des absences pour les diagnostics Covid-19 parmi le personnel. Neuf hôpitaux ont été classés comme offrant des prestations « inadéquates » aux travailleurs qui doivent rester en quarantaine pendant quatorze jours. Parmi ces hôpitaux, dont cinq sont situés à Philly, les travailleurs ont déclaré qu'ils doivent utiliser les congés payés ou les congés de maladie accumulés – « ou risquent de ne pas être payés ». Huit hôpitaux ont offert des congés administratifs payés « adéquats », ou bien le gouvernement du comté local a proposé de payer les congés des employés des hôpitaux mis en quarantaine.

29 mars. Un syndicat représentant les infirmières du comté de Los Angeles a fait valoir que les masques respiratoires N95 spécialisés devraient être largement mis à la disposition des travailleurs de la santé en première ligne du Covid-19. Les infirmières sont invitées à réutiliser les masques et se voient refuser l'accès aux respirateurs N95 prescrits par une norme de l'État pour les maladies infectieuses, selon le syndicat Service Employees International Union Local 721. « La position de notre syndicat est que beaucoup de choses ne sont pas encore claires sur ce virus et que le comté de LA (Department of Health Services) devrait faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit de garantir que le personnel essentiel des infirmières soit protégé afin qu'elles puissent rester en bonne santé et puissent soigner des milliers de patients dans les semaines à venir, alors que le public aura plus que jamais besoin d'infirmières » insiste un communiqué du syndicat. Coral Itzcalli, porte-parole de la section locale 721 du SEIU, a déclaré au City News Service que le syndicat avait rencontré des responsables du comté le 11 mars et avait reçu l'ordre de ne pas s'inquiéter car de nombreux équipements de protection individuelle étaient disponibles. SEIU 721 a accusé les administrateurs d'hôpitaux du comté d'avoir stocké les respirateurs N95 et a déposé une plainte auprès de la California Division of Occupational Safety and Health. Le syndicat a exigé que le comté enquête immédiatement sur le risque encouru par les travailleurs de la santé. « Il est tout à fait décevant que le comté de LA place les travailleurs de la santé de première ligne comme moi dans ce genre de danger alors que c'est précisément dans des moments comme ceux-ci que nous avons

désespérément besoin de tout le personnel médical en parfait état », a déclaré Cynthia Mitchel, une infirmière à LAC +. USC. Jusqu'à ce que le comté fournisse ce qu'il considère comme un équipement de protection individuelle approprié, le syndicat a informé les différents professionnels de la santé qu'ils peuvent choisir de refuser les affectations qu'ils jugent dangereuses.

3 avril. Les travailleurs de la santé locaux se sont rassemblés jeudi dans le centre-ville de Buffalo pour exhorter les autorités fédérales à faire davantage pour s'assurer que ceux qui sont en première ligne disposent de suffisamment d'équipement de sécurité pendant la crise de Covid-19. Ils ont exigé du président Trump qu'il force les entreprises à reconvertir les usines pour fabriquer plus de ventilateurs, des respirateurs N95 et d'autres équipements de protection individuelle, un pouvoir accordé par la Defense Protection Act. « La crainte est que, lorsque la vague surviendra et que la situation sera désastreuse, nous nous épuisons », a déclaré Patrick Weisansal, technicien en radiologie dans un hôpital qui portait un sac-poubelle sur ses vêtements pour montrer sa solidarité avec les travailleurs des hôpitaux de la région de New York qui portaient des sacs-poubelles au travail. Deux syndicats comptant de nombreux membres dans le secteur de la santé – les Communications Workers of America et la New York State Nurses Association – avaient organisé le rassemblement. Les travailleurs de la santé de la région associés aux syndicats CWA, CSEA et Teamsters se sont mobilisés pour un meilleur accès à l'équipement de protection individuelle comme les masques et les gants à Niagara Square.

7 avril. Une coalition de syndicats d'infirmières a exigé lundi que leurs membres soient protégées dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus menaçant de submerger le système de santé américain, décrivant une approche dysfonctionnelle de la pandémie qui met en danger la vie des travailleurs de la santé de première ligne. « Ce que les infirmières voient, c'est que tous les hôpitaux fonctionnent mal », a déclaré Rose Roach, responsable exécutive de la Minnesota Nurses Association, dans un communiqué. «Aucun hôpital n'utilise les mêmes protocoles. Aucun hôpital ne maintient les mêmes procédures. Ils fonctionnent différemment, au jour le jour, et même de poste à poste.» «Au lieu de répondre aux demandes que les infirmières adressent depuis des mois à leurs employeurs et à leurs élus pour garantir des lieux de travail sûrs pour se protéger, protéger leurs patients et le public, les hôpitaux ont plutôt envoyé des infirmières en première ligne de la pandémie de Covid-19 avec des bandanas, des écharpes et des sacs-poubelles comme protection », a déclaré Bonnie Castillo, du National Nurses United (NNU). NNU et la Minnesota Nurses Association se sont jointes à la demande par la DC Nurses Association, le National Nurses Organizing Committee, la New York State Nurses Association (NYSNA), la Massachusetts Nurses Association (MNA) et la Pennsylvania Association of Staff Nurses and Allied Professionals (PASNAP). « Nous supportons désormais de plein fouet un système de santé rendu dysfonctionnel après des années de coupes budgétaires incessantes pour la santé publique, tout en générant des profits obscènes pour les intérêts des entreprises. Combien d'infirmières de plus doivent mourir ? » a demandé Sheridan-González.

19 avril. Dix infirmières de l'hôpital Santa Monica, à Los Angeles, ont été suspendues car elles refusaient de travailler sans masque. « Je suis infirmière depuis vingt-cinq ans ; je n'ai pas besoin que le Center for Disease Control (CDC) me dise quand j'ai besoin d'un masque N95 », a déclaré Cline, l'une des infirmières. « Quand j'ai un patient qui me tousse au visage... Je n'irai pas dans cette chambre à moins qu'ils ne m'en fournissent un.



12 avril. Les conventions collectives du secteur public couvrant plus de 18 000 travailleurs hospitaliers, policiers et autres employés du gouvernement ont été victimes de l'épidémie de coronavirus au Nevada. Dans la vallée de Las Vegas, depuis la mi-mars, les gouvernements locaux ont suspendu plus de 25 conventions de ce type. Cette décision découle d'un article rarement invoqué de la loi du Nevada qui permet aux autorités locales de suspendre les contrats en cas d'urgence. Selon un avocat en droit du travail, il est pratiquement garanti que les syndicats du secteur privé ne seront pas confrontés à une action similaire, ils sont couverts par la législation fédérale, interdisant la suspension des conventions. Ces suspensions touchent tous les employés syndiqués du comté de Clark, de Las Vegas, de North Las Vegas, de l'University Medical Center et du Metropolitan Police Department. Les responsables gouvernementaux ont déclaré que cette décision est nécessaire pour modifier rapidement les horaires des employé-es face à la flambée du coronavirus, qui a infecté plus de 2 600 personnes au Nevada et en a tué plus de 80. Mais pour le moment, les responsables de certains des plus grands syndicats publics de la région ne se précipitent pas pour contester les suspensions, tant que les horaires sont les seuls changements

18 avril. Le personnel hospitalier de l'hôpital Saint-Joseph de Providence a acheté des stocks de feuilles de vinyle et du ruban industriel pour fabriquer des masques et des surblouses.

12 avril. Les syndicats d'infirmières et d'autres travailleurs de première ligne aux États-Unis expriment leur indignation face aux nouvelles directives des Centers for Disease Control and Prevention qui permettent aux employés essentiels qui ont été exposés au nouveau coronavirus de retourner au travail plus rapidement. « Les directives assouplies sont dangereuses et risquent d'exposer d'autres travailleurs et le public à l'infection, avec des mesures d'atténuation supposée qui sont beaucoup moins efficaces pour réduire la menace de propagation du virus », a déclaré vendredi Bonnie Castillo, responsable du syndicat National Nurses United. « Ces directives imprudentes n'ont pas été émises pour protéger les travailleurs, mais plutôt pour assurer la continuité des bénéfices des entreprises », a ajouté Richard Trumka, dirigeant de l'AFL-CIO. Les nouvelles directives du CDC, publiées sur le site de l'agence mercredi, précisent que « les travailleurs des infrastructures essentielles peuvent être autorisés à continuer de travailler après une exposition potentielle au Covid-19, à condition qu'ils restent asymptomatiques et que des précautions supplémentaires soient mises en œuvre pour les protéger ainsi que la communauté ».

21 avril. La New York State Nurses Association de l'État de New York (42 000 membres) a déposé plainte contre le département de la santé de l'État et deux hôpitaux lundi, affirmant que les entités ont manqué à leur « devoir fondamental de protéger les travailleurs de la santé et le grand public ». Le plus important syndicat des infirmières de l'État affirme que le ministère de la santé a émis des directives ordonnant aux travailleurs de la santé qui ont contracté le Covid-19 de retourner au travail après sept jours, malgré les réglementations d'urgence qui leur permettent de rester à la maison pendant deux semaines. Les infirmières et autres travailleurs de première ligne ont déclaré qu'à moins qu'elles ne puissent prouver qu'elles avaient le virus avec un test réel, certains hôpitaux les obligeaient à utiliser leurs congés payés accumulés durant ces sept jours. Le syndicat dénonce le manque de moyen de protection. Au moins 84 infirmières membres du syndicat ont été hospitalisées avec le virus, et au moins six infirmières sont décédées.

27 avril. N'ayant pas obtenu l'installation par la direction d'écrans en Plexiglas pour les guichets (accueil, caisses...), les syndicats des trois CHU de Washington ont décidé de fabriquer leurs propres écrans et de les installer eux-mêmes : « On est allé acheter du Plexiglas et du PVC, on a fabriqué les écrans, on les a installés et on a montré l'incurie des employeurs », explique Leanne Kunze.

29 avril. Un syndicat qui représente plus de 4 000 infirmières du Wexner Medical Center de l'État de l'Ohio a déclaré que des milliers de travailleurs avaient été exposés à un risque de coronavirus, dans une plainte déposée auprès de la Occupational Safety and Health Administration et de l'Ohio Division of Safety and Hygiene déposée mardi. La plainte détaille 14 cas dans lesquels elle affirme que les travailleurs n'ont pas reçu de formation ou de protection appropriée. Les zones touchées du centre médical comprennent l'unité des services correctionnels, le

quatrième étage du centre de réadaptation Dodd qui a entraîné la mise en quarantaine des infirmières, une unité au cinquième étage de l'hôpital Ross Heart qui a fermé ses portes afin de mettre le personnel en quarantaine, ainsi que l'unité d'accouchement qui avait au moins 12 membres testés positifs au Covid-19, explique la plainte.



29 avril. Les travailleuses des maisons de soins infirmiers du centre de réadaptation et de soins de santé Alden Debes de Rockford prévoient de faire grève à l'échelle de l'État le 8 mai. Elles affirment que les propriétaires « ont refusé de fournir un équipement de protection individuelle (EPI), des protocoles de sécurité améliorés, une prime de risque appropriée et une compensation de base ». La grève, prévue pour le 8 mai, aura un impact sur 40 maisons de soins infirmiers de l'Illinois. Le SEIU Healthcare, le syndicat de travailleurs des soins de santé et des maisons de soins infirmiers, à l'origine de cet appel à la grève, exige en outre un contrat d'un an qui fixe un salaire minimum de 15 dollars pour toutes les salariées.

1^{er} mai. Le National Nurses United, un syndicat national d'infirmières, a appelé à manifester devant 139 hôpitaux de 13 États. Le syndicat demande plus d'équipements de protection individuelle lorsque les infirmières traitent des patients atteints de Covid-19. Plus de 60 infirmières à travers le pays sont mortes du virus, selon le NNU. Le syndicat affirme cependant que ce nombre est probablement plus élevé en raison d'un manque de tests. « Les infirmières se sont engagées pour prendre soin de leurs patients. Elles ne se sont pas engagées à sacrifier leur vie en première ligne de la pandémie de Covid-19 », a déclaré Bonnie Castillo, responsable exécutive du NNU. 17 avril États-Unis. Les infirmières du Providence Saint John's Health Center déclarent aujourd'hui victoire, après que la direction de l'hôpital a annoncé que les travailleurs de la santé de l'ensemble du système de Providence recevront des masques respiratoires N95 à porter lorsqu'ils prendront soin de

patients Covid-19. Au cours de la semaine dernière, au moins quinze infirmières ont refusé de prendre des affectations de patients à moins d'avoir reçu des masques N95 et dix de ces infirmières ont été suspendues et renvoyées chez elles. L'hôpital avait des masques N95 en sa possession, mais refusait de les fournir aux infirmières. Samedi, plus de 50 infirmières ont organisé une manifestation socialement distante à l'extérieur de l'établissement pour protester contre les politiques de contrôle des infections de l'hôpital. « C'est une victoire », a déclaré Chelsea Halmy, une infirmière médico-chirurgicale qui travaille à l'unité Covid-19 et qui fait partie des infirmières suspendues. À ce jour, les dix autres infirmières sont toujours suspendues dans l'attente d'audiences d'enquête. Les infirmières de Saint John's, avec le soutien de leur syndicat, l'AICC, demandent à la direction de réintégrer immédiatement les infirmières sans sanctions disciplinaires et de résoudre les problèmes de sécurité en suspens.

5 mai. Le syndicat SEIU Healthcare des personnels de santé de l'Ontario qui représente plus de 60 000 travailleurs de santé demande des enquêtes publiques et des enquêtes criminelles sur les décès liés aux coronavirus dans les centres de soins de longue durée de l'État. Sharleen Stewart, présidente du syndicat, a déclaré mardi que le syndicat avait envoyé des lettres à la police régionale de Toronto et à Peel, les exhortant à commencer des enquêtes sur la négligence criminelle après la mort de trois travailleurs de santé qui, selon Stewart, étaient évitables. « Ces personnes étaient-elles correctement protégées ? Je ne pense pas qu'ils aient fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher ces trois morts », a-t-elle déclaré. Le syndicat souhaite également que le bureau du coroner en chef procède à des autopsies.

7 mai. La plus grande société hospitalière d'Amérique, HCA Healthcare (184 établissements aux États-Unis et au Royaume-Uni) utilise la pandémie de coronavirus pour retarder et saper les élections syndicales de 1 600 infirmières en Caroline du Nord. Elle a embauché des intervenants antisyndicaux à 400 \$ l'heure pour organiser des réunions à l'hôpital Mission d'Asheville, exhortant à ne pas adhérer à un syndicat. Mais 70 % des infirmières se sont déclarées favorables au syndicat. Seuls 37 des 184 hôpitaux de HCA sont syndiqués. Alors que la société devrait empocher 4,7 milliards de dollars en prestations de soins, le nombre de cas de coronavirus en Caroline du Nord ne cesse d'augmenter, et les infirmières expliquent qu'elles ont dû se battre pour obtenir un équipement de protection individuelle de base.

12 mai. On estime que 1,4 million de travailleur·euses de la santé ont perdu leur emploi en avril. Fae- Marie Donathan, infirmière depuis 42 ans, licenciée, témoigne : « Un porte-parole de son hôpital a déclaré qu'ils connaissaient des difficultés financières à la suite de la pandémie. L'American Hospital Association explique que les hôpitaux allaient perdre jusqu'à 200 milliards de dollars jusqu'en juin. La majeure partie de cette perte de revenus est due au fait que les hôpitaux n'effectuent plus les opérations programmées. Et parce que les hôpitaux ne font pas beaucoup d'argent, ils disent qu'ils ne peuvent pas se permettre de garder tout le personnel. »

12 mai. À l'appel du National Nurses United (NNU), un millier d'infirmières ont allumé des bougies en streaming pour rendre hommage à la centaine des leurs qui ont perdu

la vie. Le NNU dénonce les directions « qui ont échoué à protéger le personnel soignant en ne fournissant pas les équipements de protection nécessaires ».

14 mai. Les membres du personnel de l'hôpital Lawrence Memorial de New London (Connecticut) ont participé mercredi à un « rassemblement solennel de solidarité » le long de l'avenue Montauk, organisé par un syndicat des travailleurs de la santé.

Debbie Wyzacecki, l'un des présidents de la section locale 5 049 de l'AFT, le syndicat du Lawrence Memorial représentant les infirmières professionnelles, a déclaré que l'événement visait à soutenir toute personne atteinte du coronavirus, mais surtout ses pairs. « Nous voulons simplement demander un EPI adéquat pour ne pas tous tomber malades, ou pire », a-t-elle déclaré.

8 mai. Les infirmières de l'État de l'Illinois crient victoire suite à la signature d'une nouvelle convention collective. Elles avaient menacé grève ce vendredi. La convention de deux ans couvre les 10 000 membres de SEIU Healthcare Illinois qui travaillent dans 100 maisons de soins infirmiers dans tout l'État. L'accord prévoit un salaire de base d'au moins 15 dollars par heure pour toutes les employées, un congé de maladie prolongé et un salaire supplémentaire de 2 dollars par heure pour travailler pendant la durée de la pandémie, ont déclaré des responsables syndicaux. L'accord comprend également une disposition selon laquelle les employées ne doivent pas travailler sans équipement de protection suffisant. Lavern Johnson, une blanchisseuse de 65 ans au Wentworth Rehabilitation and Health Care Center de Chicago, a déclaré qu'elle était heureuse que l'accord lui permette de prendre bientôt sa retraite.

12 mai. Après avoir menacé de déclencher une grève, le syndicat des personnels de soins à domicile (Illinois Association of Health Care Facilities) a obtenu des « augmentations de salaire les plus importantes jamais obtenues dans le secteur ».

5 mai. Les infirmières et autres travailleurs de la santé de première ligne de l'un des plus grands hôpitaux de Denver ont annoncé ce 5 mai avoir fondé un syndicat pour obtenir une meilleure rémunération et de meilleures protections, alors qu'ils continuent de lutter contre la pandémie de coronavirus. « Nous annonçons aujourd'hui la formation de Denver Health Workers United, une voix indépendante pour les agents de santé de première ligne, un syndicat ouvert à tous les employés », ont déclaré les nouveaux syndiqués dans une lettre adressée au PDG de l'hôpital, Robin Wittenstein. « Au milieu de la crise du Covid-19, nous avons vu le besoin urgent d'une organisation qui nous défende. »

21 mai. Dix syndicats représentant les travailleurs de la santé dans les hôpitaux McLaren (Flint, Michigan) affirment que les dirigeants ne sont pas transparents au sujet des finances et de l'équipement de protection individuelle pendant la pandémie COVID-19. Les syndicats ont annoncé dans un communiqué de presse du 21 mai que des membres avaient déposé une plainte contre McLaren, affirmant que le système de santé avait enfreint les lois fédérales du travail en ne divulguant aucune information. Selon eux, McLaren a refusé aux syndicats le 15 mai les informations demandées sur le montant des subventions que l'hôpital a reçues pour la pandémie et des détails sur l'inventaire des EPI.

15 mai. Les travailleurs des maisons de soins infirmiers de 36 établissements de soins de longue durée de l'État de New York ont organisé des rassemblements et des manifestations jeudi, exprimant leur chagrin pour leurs collègues décédés pendant la pandémie de COVID-19. Les membres de 1199 SEIU, qui travaillent pour certains dans les plus grands réseaux de maisons de soins infirmiers à but lucratif de la côte Est, disent qu'ils sont toujours confrontés à la pénurie de personnel, le manque d'EPI approprié, le refus des employeurs d'entreprise de reconnaître les risques et les sacrifices consentis pendant la crise COVID-19.

31 mai. 200 travailleurs de la santé se sont rassemblés samedi à New London (Connecticut) pour protester contre la pénurie d'équipements de protection individuelle et rendre hommage à une infirmière auxiliaire décédée au début du mois après avoir contracté le Covid-19. Les responsables syndicaux ont déclaré que les infirmières, les aides et les autres travailleurs de la santé risquaient leur vie en s'occupant des patients Covid-19 tout en manquant d'équipements de protection suffisants tels que des masques et des blouses pour assurer leur sécurité.

2 juin. Le groupe médical Essentia a annoncé qu'il allait licencier 900 personnes en raison de la baisse des revenus suite à la pandémie et à la baisse de son chiffre d'affaires. Une caravane de voitures klaxonnant en agitant des pancartes « Pas de licenciements chez Essentia » et « Klaxon pour les soins de santé » pour protester contre les centaines de pertes d'emplois chez le plus grand employeur de la région a circulé autour du campus du centre-ville de Duluth. « Nous ne voulons pas voir de licenciements, d'autant plus que la poussée [Covid-19] n'a pas encore frappé notre région » a déclaré la présidente de la section locale 9460 des Métallos, Deanna Hughes présente sur les lieux.

Etat espagnol.

29 avril. Des vacataires de l'hôpital Severo Ochoa de Madrid ont organisé un rassemblement devant le secrétariat de la région à la santé exigeant leur intégration et menaçant de ne plus signer de contrats mois à mois. En effet, seulement 12 % des 802 médecins des urgences de la communauté de Madrid sont en CDI. La majorité sont des femmes. Une des internes, Angeles Martín, a témoigné : six ans aux urgences et 40 CDD enchaînés. Irene Cabrera, qui multiplie les CDD depuis trois ans, a été atteinte de Covid-19 et ignore ce qu'elle deviendra en reprenant en mai. Elles ne signeront pas de contrat de moins de six mois : « Nous ne sommes pas en renfort. Nous faisons partie des effectifs du service. » Malgré cela, elles ont assuré le pic de l'épidémie en mars : « Il y a 800 lits dans cet hôpital, dont 80-90 aux urgences : je me suis occupée de 350 malades à la fois, jusqu'à quatre fois nos capacités d'accueil. » Les 25 médecins en CDI de Severo Ochoa les soutiennent.

Hong Kong.

2 mai. Des militants pro-démocratie du secteur de la santé ont fondé un nouveau syndicat, le Hospital Authority Employees Alliance, or HAEA, devenu l'un des plus importants de la ville, avec 20 000 membres soit 25 % des employés de l'administration hospitalière. Au début de l'épidémie de coronavirus, la HAEA a lancé une grève sans précédent qui a exhorté le gouvernement à fermer la frontière de la ville avec la Chine continentale pour empêcher la propagation du coronavirus. Plus de

8 000 médecins et infirmières ont rejoint le mouvement, ce qui a affecté les services d'urgence des hôpitaux publics. La grève a pris fin cinq jours plus tard après que le gouvernement ait annoncé la fermeture de certains points frontaliers et obligé tous les visiteurs du continent à se mettre en quarantaine.

12 mai. Plus de 3 000 travailleurs hospitaliers ont voté en faveur d'une grève qui pourrait commencer dès lundi dans le but de faire pression sur le gouvernement de Hong Kong pour qu'il ferme ses frontières avec la Chine continentale. Les travailleurs sont membres de la Hospital Authority Employees Alliance, créée en décembre et composée de 18 000 médecins, infirmières et autres employés de l'hôpital. Plus de 9 000 travailleurs médicaux ont signé une pétition, s'engageant à se joindre à la grève potentielle. Les travailleurs hospitaliers non essentiels devraient faire grève lundi, le reste des travailleurs commençant à faire grève pendant le reste de la semaine prochaine. L'autorité hospitalière de Hong Kong a rappelé que les hôpitaux comptent environ 77 000 travailleurs au total, dont 6 500 médecins et 27 000 infirmières.



Inde

7 avril. L'United Nurses Association (UNA) est l'un des plus importants syndicats d'infirmières avec 380 000 membres. Un grand nombre de travailleur-euses de la santé, notamment des infirmières, des médecins et d'autres membres du personnel sont contaminé.es dans divers États comme le Maharashtra, le Kerala, Delhi, Karnataka etc. Dans une déclaration le syndicat dénonce notamment « le nombre insuffisant de tests Covid- 19, la mauvaise qualité de l'équipement de protection

individuelle » et « le harcèlement moral sous la forme d'heures supplémentaires forcées » et « des déductions de salaire » imposées. Il annonce porter plainte devant la Cour suprême pour exiger un « protocole » définissant les bonnes conditions de travail nécessaires à la lutte contre le Covid-19.

27 mai. Le personnel médical et les employés de l'hôpital KEM géré par la municipalité de Mumbai ont protesté mardi contre leurs conditions de travail après la mort d'un de leurs collègues et la garde de son corps à la morgue pendant deux jours. Les membres du syndicat des employés de l'hôpital ont organisé une manifestation de 7 h à 12 h 30 dans les locaux de l'hôpital et ont exhorté les autorités à leur offrir de meilleures conditions de travail. Les manifestants se sont dits préoccupés par le nombre croissant d'infections et ont déclaré que les corps des patients devenaient difficiles à gérer pour les hôpitaux.

4 juin. Les infirmières travaillant à l'AIIMS (New Delhi) ont manifesté mercredi pour la troisième journée consécutive, exigeant que les heures de travail en service COVID-19 portant des équipements de protection individuelle (EPI) soient ramenées à quatre heures par rapport aux six heures actuelles. Le président du syndicat des infirmières AIIMS, Harish Kajla, a déclaré que durant ces six heures les infirmières transpiraient abondamment, entraînant une perte de poids, des vomissements et a ajouté que beaucoup d'entre elles s'étaient même évanouies. Le syndicat a mis en garde avec une menace de grève pour le 10 juin si l'administration n'accepte pas leur revendication et une grève illimitée à partir du 15 juin, a déclaré M. Kajla. Plus de 500 infirmières travaillent à l'AIIMS.

Indonésie.

28 mars. L'Association médicale indonésienne (IDI) et de nombreux autres groupes professionnels ont fait part de leurs protestations au gouvernement concernant le manque d'équipement de protection individuelle pour les médecins, les infirmières et les travailleurs médicaux impliqués dans la gestion de l'épidémie de coronavirus. Ils ont même menacé de déclencher une grève si le gouvernement ne répond pas à leurs besoins. « Chaque travailleur de la santé court le risque de contracter l'infection à coronavirus ou Covid-19. Nous exigeons donc un approvisionnement adéquat en EPI (équipements de protection individuelle) pour tout le personnel médical » comme indiqué dans la déclaration écrite signée par le président de l'IDI, Daeng M. Faqih, le vendredi 27 mars 2020.

Irlande.

6 mai. En pleine pandémie, selon le syndicat Irish Nurses and Midwives Organisation (INMO), plus de 10 000 infirmières n'ont pas encore reçu des milliers d'euros de rémunération et d'indemnités qui leur sont dues depuis mars dernier. Des accords salariaux allant jusqu'à 5 500 euros par an de prime pour environ 30 000 infirmières et sages-femmes ont été conclus en mars dernier après la grève des infirmières début 2019. Seul un petit nombre d'hôpitaux ont mis en œuvre intégralement les accords sur les salaires et indemnités.

Kenya.

9 avril. « Ce que nous entendons sur le terrain, c'est que [la fourniture] d'équipements de protection individuelle (EPI) reste un défi dans les établissements

de santé de la plupart des comtés », a déclaré aux médias locaux Seth Panyako, secrétaire général du Kenya National Union of Nurses (KNUN). Le syndicat compte plus de 30 000 infirmières au Kenya, où le nombre de cas de Covid-19 s'élève actuellement à 172, avec six décès. « Nous ne sommes pas encore en crise au Kenya, mais nous en aurons une d'ici le mois prochain si nous continuons comme ça. Le ministre [de la santé] a déclaré qu'il pourrait y avoir 10 000 cas dans le pays ; nous ne sommes pas prêts à gérer une épidémie aussi grave », a expliqué Panyako.

29 avril. La grève imminente de professionnels de la santé, qui demandent de meilleures conditions de travail, pourrait paralyser les opérations dans les hôpitaux et les centres de quarantaine à un moment où le pays est aux prises avec la pandémie. Les infirmières, les cliniciens, et d'autres catégories de personnel de santé demandent au gouvernement et aux comtés d'améliorer leur sécurité. La Kenya Health Professionals Society (KHPS), devrait émettre un préavis de grève demain en dernier recours. Hier, des représentants des travailleurs ont accusé le gouvernement de prendre leur sécurité avec désinvolture. Une dizaine d'agents de santé ont contracté le virus et quatre luttent encore pour leur vie. État espagnol.

8 juin. Les agents de santé de Kisumu ont annoncé qu'ils poursuivraient leur grève mardi après l'échec des négociations menées par l'assemblée du comté. Maurice Opetu, secrétaire de la branche de Kisumu de l'Union nationale des infirmières du Kenya, a déclaré aux journalistes qu'ils ne faisaient pas confiance à l'exécutif, qu'ils accusent de ne pas respecter l'accord de négociation. « Notre grève est en cours jusqu'à ce que toutes nos demandes soient exécutées, comme l'a décidé le tribunal. Les infirmières, les employés de laboratoire et les autres personnels de santé demandent des promotions, la fin du paiement chronique tardif des salaires et des indemnités Covid-19.

Lesotho.

8 avril. Les professionnels de la santé du Lesotho protestent à la suite de leurs tentatives infructueuses de débattre avec le gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire. Ils veulent un équipement de protection, une formation, que leurs membres soient payés s'ils contractent le Covid-19 et une allocation de risque. Ils avaient donné au ministère de la santé jusqu'à vendredi pour répondre à leurs griefs, mais il n'y a toujours pas de réponse. Leurs associations se sont réunies dans une coalition qui a déclaré qu'à partir d'aujourd'hui, ses membres assureraient les urgences mais ne participeraient à aucune urgence suspectée de coronavirus. Le Lesotho n'a aucun cas confirmé de Covid-19 et a envoyé 10 cas suspects au NICD, qui se sont révélés négatifs.

Malaisie.

4 juin. Après avoir échoué à obtenir une détention provisoire de cinq jours pour cinq employés syndicalistes de l'hôpital Raja Permaisuri Bainun (HRPB) arrêtés le 2 juin 2020, la police malaisienne souhaite maintenant les inculper. La coalition féministe Joint Action Group for Gender Equality (JAG) demande à la police malaisienne d'arrêter sa persécution des cinq syndicalistes qui revendiquaient leurs droits sur un piquet de grève auquel ils participaient devant l'hôpital le 2 juin. Le Syndicat national des travailleurs du soutien hospitalier et des services connexes (NUWSAS) a

expliqué que sa décision de tenir un piquet de grève pacifique était en raison de l'échec des négociations avec la direction de l'hôpital et que la sécurité de ses membres restait en danger en raison de la pandémie.

Malawi.

15 avril. Des dizaines d'agents de santé dans la capitale commerciale du Malawi, Blantyre, ont organisé un sit-in pour protester contre les conditions de travail pendant la pandémie de coronavirus et dénoncer une pénurie « critique » d'équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires pour traiter les patients. Des images circulant sur les réseaux sociaux mardi montrent des médecins et des infirmières en uniforme à l'extérieur de l'hôpital central Queen Elizabeth portant des pancartes avec des slogans tels que « Nous n'allons pas en mission suicide » et « Ma famille devrait-elle souffrir à cause de mon appel ? ».

Mali.

27 avril. Pour non-respect des engagements pris par le gouvernement, le personnel de santé de Bamako et de Kati projette une grève de 192 heures. Selon les responsables syndicaux, c'est à l'issue des assemblées générales des travailleurs convoquées à cet effet dans les différentes structures courant mars et avril 2020 que les militants ont exigé la satisfaction de leurs revendications. Les syndicats demandent, entre autres, le paiement intégral de leurs arriérés de salaire, la prise en charge gratuite des soins médicaux du personnel socio-sanitaire ; l'amélioration des conditions de travail dans les CHU et les hôpitaux concernés à travers le recrutement du personnel qualifié ; l'amélioration et l'adaptation des plateaux techniques en tant compte de nouveaux défis sanitaires ainsi que l'octroi et l'augmentation substantielle de primes de fonction spéciales, de primes de garde, etc.

Nigeria.

1^{er} juin. La lutte contre la propagation de la pandémie de coronavirus dans le pays est confrontée à un nouveau défi, suite à la menace de l'Association nigérienne des médecins résidents (NARD) d'appeler ses membres à une grève illimitée. Les médecins ont accusé le gouvernement de ne pas avoir résolu les problèmes liés à leur bien-être et à leur sécurité et souhaitent que le problème soit résolu dans les 14 jours. L'association demande également la réintégration de ses 26 membres qui ont été « illégalement » limogés à Jos (capitale de l'État de Plateau, au centre du Nigeria).

Ouganda.

21 mai. Le départ du premier patient COVID-19 de l'hôpital de Jinja a été marqué jeudi par une grève organisée par 40 agents de santé qui demandent leurs indemnités journalières non versées. Ils affirment qu'ils étaient censés recevoir 95 000 shillings par jour, mais une partie de l'argent ne leur a pas été versée depuis le 23 mars.

Pakistan

18 mars. Des dizaines d'étudiants du Sheikh Zayed Nursing College (SZNC, Rahim Yar Khan, au Pendjab) ont refusé de travailler et ont organisé une manifestation contre l'administration du Shaikh Zayed Medical College Hospital (SZMCH) pour les avoir

forcés à exercer leurs fonctions à l'hôpital sans prendre toutes les mesures de précaution pour les protéger du virus.

26 avril. Les agents de santé se sont plaints pendant des semaines que les hôpitaux du pays souffrent d'une pénurie chronique d'équipements de sécurité, ce qui a provoqué l'arrestation de plus de 50 médecins qui ont demandé plus de fournitures dans la ville de Quetta au début du mois. Les manifestants ont continué à travailler dans leurs hôpitaux tout en manifestant à tour de rôle devant les bureaux des autorités sanitaires de Lahore, la capitale de la province. Des dizaines de médecins et d'infirmières pakistanais-es ont lancé une grève de la faim exigeant un équipement de protection adéquat pour le personnel de première ligne soignant les patients atteints de coronavirus, a déclaré samedi un responsable de la manifestation. La Grand Health Alliance a déclaré qu'environ 30 médecins et infirmières étaient en grève de la faim, avec jusqu'à 200 membres du personnel médical se joignant à eux chaque jour pour des manifestations. Le syndicat des agents de santé du Punjab soutient l'Alliance et exige également des conditions de quarantaine adéquates pour le personnel médical.

27 avril. Des dizaines de médecins et personnels soignants sont en grève de la faim depuis dix jours à Lahore pour protester contre le manque de matériel de protection contre le nouveau coronavirus. « Nous n'avons pas l'intention de nous arrêter tant que le gouvernement ne nous entendra pas », a expliqué le Dr Salman Haseeb, qui a cessé de s'alimenter depuis le 16 avril. « Nous sommes aux avant-postes face au virus. Et si nous ne sommes pas protégés, alors toute la population est en danger », a ajouté ce dirigeant de la Grande alliance pour la santé, le syndicat médical à l'origine du mouvement. D'après cette organisation, une trentaine de personnes sont actuellement en grève de la faim dans les locaux de la direction de la santé de la province du Pendjab. Jusqu'à 200 manifestants se relaient tous les jours pour soutenir les grévistes. Le Pendjab, dont Lahore est la capitale, est la province la plus peuplée du pays, avec plus de 100 millions d'habitants.

Québec.

13 avril. Des employées du CHSLD du Manoir-de-Verdun (Centre d'hébergement et de soins de longue durée), dans le sud-ouest de l'île de Montréal, ont été contraintes de demeurer dans l'établissement pour prolonger leur quart de travail. La gestionnaire du centre d'hébergement aurait ordonné de verrouiller les portes pour empêcher le personnel de quitter les lieux. « C'était prévisible. Le centre d'hébergement fonctionne à la limite du supportable depuis bien avant la pandémie », explique Françoise Ramel, présidente du syndicat des professionnelles en soins de santé FIQ-SPSS, qui représente les infirmières sur place. Le syndicat dénonce aussi l'intimidation dont le personnel serait victime. Françoise Ramel soutient que des infirmières ont été menacées de sanctions ou d'être réaffectées si elles refusaient de prolonger leur quart de travail.

28 mai. Le syndicat des professionnelles en soins de la Mauricie et du Centre-du-Québec (SPSMCQ) participe au mouvement de solidarité lancé aujourd'hui par la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ). Une action de visibilité ayant pour thème «Mortes de fatigue» a donc été organisée hier après-midi devant là

Trois-Rivières. «Les professionnels sont déjà à bout de souffle et on reçoit des appels quotidiennement. Les vacances leur sont refusées, et souvent même des congés. Les gens sont essouffés et ont de la misère à concilier travail-famille. Ils ont besoin de repos et besoin de se ressourcer. Plusieurs sont tombés malades et d'autres ont même démissionné», a martelé Nathalie Perron, présidente du syndicat des professionnelles en soins (SPSMCQ).



Swaziland.

8 mai. Le Swaziland Democratic Nurses Union (Swadnu) a déclaré son intention de traduire le gouvernement Eswatini en justice pour négligence grave. Le syndicat des infirmières a consulté ses avocats et a l'intention de déposer une demande urgente pour qu'un tribunal ordonne au gouvernement de fournir un équipement de protection individuelle (EPI) adéquat à tous les travailleurs de la santé. Une infirmière de l'hôpital Raleigh Fitkin Memorial a été testée positive pour Covid-19 et dix autres infirmières ont été placées en isolement. La présidente de Swadnu, Mamba, a déclaré que l'infirmière infectée n'aurait pas contracté le virus si les ministres avaient accepté les conseils professionnels de santé qui leur avaient été fournis.

Tchad.

7 mai. Selon Younouss Mahadjir, le président du Syndicat des travailleurs de la santé, les autorités sanitaires semblent être dépassées par la situation. « Le Covid-19 a surpris tout le monde et particulièrement des pays comme le nôtre où le désordre est organisé jusqu'au sommet de l'État. Les gens ne s'y retrouvent pas. Nous avons fait des plaidoyers auprès du ministre de la santé mais personne ne nous a répondu. Finalement, nous sommes arrivés au stade où il y a une multitude de travailleurs qui sont testés positifs, il y a même des morts parmi le personnel. Ça devient grave ».

Zimbabwe.

26 mars. Des milliers d'infirmières hospitalières au Zimbabwe ont déclenché une grève mercredi pour dénoncer le manque d'équipements de protection et la pénurie d'eau quelques jours seulement après que le pays a signalé ses premiers cas de coronavirus, a déclaré leur syndicat. Dans un avis au gouvernement, les infirmières exigent un équipement de protection individuelle, de l'eau et une allocation pour risque de coronavirus. « Nous soignons tant de personnes, dont certaines pourraient être infectées, donc nos chances de contracter la maladie sont très élevées », a déclaré à l'AFP le président de la Zimbabwe Nurses Association, Enock Dongo. Le président de l'Association des médecins de l'hôpital du Zimbabwe, Tawanda Zvakada, dans une note aux hauts responsables de l'hôpital de l'un des plus grands hôpitaux du pays, l'hôpital central de Harare, a déclaré que les médecins ne se présenteraient pas avant d'avoir été équipés d'un équipement de protection.

30 mars. Les conditions de travail des agents de santé sont déjà désastreuses, avec une pénurie de ressources et de fournitures médicales. En période de pandémie mondiale, l'effondrement du système de santé – et de l'économie en général - est source de crainte légitime. L'Association des infirmières et infirmiers du Zimbabwe (ZINA) a déclenché une grève, avec les médecins et les douaniers, pour exiger l'équipement de protection individuelle (EPI) – les agents de santé n'ont pas d'équipement de protection individuelle et, sans lui, ils présentent un risque d'infection considérablement accru –, l'accès à un approvisionnement constant en eau – dans certains hôpitaux, l'approvisionnement en eau est irrégulier. L'hygiène est primordiale dans la lutte contre le Covid-19. Sans accès à l'eau, les agents de santé courent un risque d'infection plus élevé. Le 17 mars, le Swaziland Democratic Nurses Union (SWADNU) a organisé une marche, de nombreux hôpitaux organisant des sit-in pour exiger des EPI (Équipement de protection individuelle). Bien que le gouvernement ait réagi en fournissant des EPI, il n'y en a pas assez et les infirmières craignent de devoir prendre d'autres mesures si l'équipement venait à manquer. En général, les syndicats sont préoccupés par le manque d'EPI et de kits de test.

19 avril. Le syndicat des infirmières et infirmiers du conseil urbain et rural du Zimbabwe a dénoncé le manque de vêtements de protection. « Nos membres sont gravement handicapés en termes d'équipement de protection, ils craignent donc aussi pour leur vie », écrit le syndicat, qui menace de faire grève, dans une lettre du 10 avril.

Quelques organisations syndicales citées.

Afrique du Sud

Le National Education, Health and Allied Workers 'Union (NEHAWU) compte 235 000 membres, c'est le plus grand syndicat du secteur public du pays. Il organise les agents de l'État, de la santé, de l'éducation et de la protection sociale.

<https://www.nehawu.org.za/>

The Young Nurses Indaba Trade Union (YNITU)

<http://ynitu.org.za/about-us/>

Democratic Nursing Organization of SA (Denosa)

<https://www.denosa.org.za/>

Australie.

La New South Wales Nurses and Midwives 'Association est un syndicat qui représente les infirmières et les sages-femmes des secteurs public et privé de la Nouvelle-Galles du Sud, en Australie. Il a été formé en 1931 et compte 61 000 membres.

<https://www.nswnma.asn.au/covid-19-information/>

Belgique.

Fédération des infirmières indépendantes de Belgique

<https://fnib.be/>

Canada

Fédération de la santé du Québec (FSQ-CSQ)

La FSQ-CSQ regroupe des syndicats régionaux de personnel en soins infirmiers et cardiorespiratoires. Elle est affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

<https://fsq.lacsq.org/>

Coréedu Sud.

KHMU (syndicat coréen des travailleur·euses de la santé)

<http://bogun.nodong.org/english/>

États-Unis

National Nurses United (NNU)

National Nurses United (NNU) est la plus importante organisation d'infirmières aux États-Unis avec près de 185 000 membres à travers le pays.

Sur son site la rubrique Medias / news coverage propose une revue de presse actualisée de différentes luttes d'infirmières dans le monde entier.

<https://www.nationalnursesunited.org/>

Service Employees International Union – United Healthcare Workers West

Le SEIU United Healthcare Workers West (SEIU UHW) est un syndicat à l'échelle de l'État de Californie du Service Employees International Union. En 2020, il comptait 97 000 membres.

<https://www.seiu-uhw.org/>

Association of Staff Nurses and Allied Professionals

La Pennsylvania Association of Staff Nurses and Allied Professionals est un syndicat en Pennsylvanie qui représente environ 8 800 infirmières et professionnels paramédicaux.

<https://www.pasnapp.com/>

New York State Nurses Association

La New York State Nurses Association est un syndicat d'infirmières qui revendique 42 000 membres.

<https://www.nysna.org/>

Minnesota Nurses Association

Un syndicat dédié à la défense des infirmières, des patients et des soins de qualité dans le Minnesota, le Wisconsin, le Dakota du Nord et l'Iowa.

<https://mnnurses.org/>

SEIU Healthcare

Services Employees International Union Healthcare (SEIU Healthcare) est un syndicat canadien représentant plus de 60 000 travailleurs en Ontario mais également présent aux États- <https://seiuhealthcare.ca/whoweare/>

Inde

La United Nurses Association, est une association professionnelle d'infirmières de l'État indien du Kerala.

<http://www.unaworld.org/#>

Irlande.

Irish Nurses and Midwives Organisation (INMO)

L'Irish Nurses and Midwives Organisation est le plus important syndicat irlandais d'infirmières et de sages-femmes avec 35 000 membres.

<https://www.inmo.ie/>

Kenya.

La National Union of Nurses (KNUN) compte plus de 30 000 infirmières.

<https://www.knun.org/>

Québec.

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ est une organisation syndicale qui compte près de 75 000 membres infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes cliniques œuvrant dans les établissements de santé aux quatre coins du Québec. La FIQ est composée à plus de 90 % de femmes,

<http://www.fiqsante.qc.ca/>

Syndicat des professionnelles en soins (SPSMCQ)

<http://www.fiqsante.qc.ca/mauricie-centre-du-quebec/>

Swaziland.

Swaziland Democratic Nurses Union (Swadnu)

E-mail: swdnurses@swazi.net